

TRAVAILLEURS COMMUNISTES

JOURNAL DU RASSEMBLEMENT ★ DES CERCLES COMMUNISTES



Supplément spécial Régionales Nord Pas de Calais Picardie - rassemblementcommuniste.org

DANS LA REGION NORD-PAS DE CALAIS-PICARDIE COMME AILLEURS L'OPPOSITION DE GAUCHE AU P.S. EST LA VERITABLE ALTERNATIVE!

La Coordination Communiste est pleinement engagée dans le combat des régionales. Nous considérons que l'enjeu du scrutin dépasse le cadre du débat sur la gestion passée et à venir des régions. Il s'agit, après plus de 3 ans que le Parti Socialiste est au gouvernement du pays, de faire entendre la voix de la résistance populaire de gauche, d'ouvrir un espace politique alternatif dans l'intérêt des travailleurs, dans la direction opposée du vent « d'opposition » qui souffle vers la droite et l'extrême-droite en surfant sur la colère, le désarroi et la haine.

Le PS aux affaires, y en a marre !

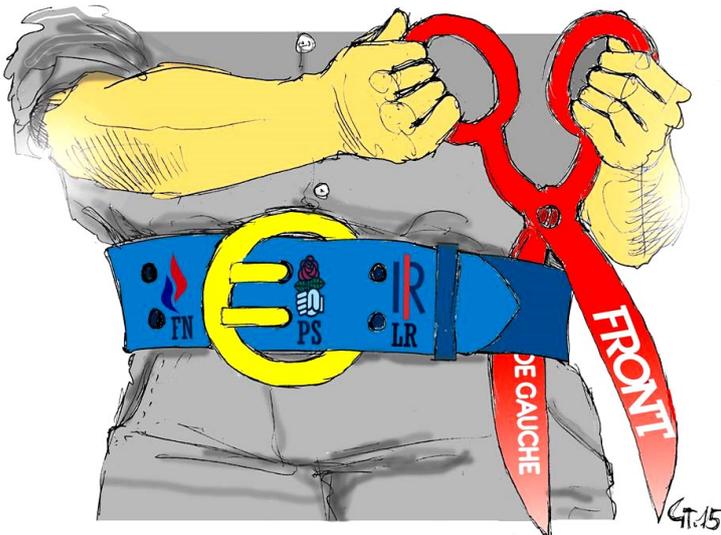
Loi Macron, plan de licenciements en masse (Air France !), démantèlement du code du travail au nom du libéralisme défini comme « valeur de gauche » selon le mot de Macron ... les attaques sont sans précédent contre les travailleurs et leur famille, sous les bons offices de l'Union Européenne, du Medef, des banques. Pour tous les travailleurs, le pouvoir d'achat est en berne (perte de 1500 euros en moyenne sur 5 ans !), le nombre de travailleurs pauvres augmente sans cesse,.... tandis que dans le même temps, les actionnaires du CAC 40 se sont partagé la mirifique somme de 40 milliards d'euros en 2015. Cherchez l'erreur !

L'espérance de vie recule aujourd'hui, conséquence de l'acharnement contre notre système de protection sociale : sécu, allocations familiales, retraites subissent des attaques permanentes. L'emploi subit de plein fouet la politique de désindustrialisation organisée qui frappe durement nos régions : Sambre et Meuse, les verreries d'Arc, Stora Enzo... Pendant ce temps, l'Etat PS, à grand coup de CICE ('Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi') multiplie les cadeaux au patronat à hauteur de 40 milliards d'euros par an ! Le groupe Mulliez (Auchan) a ainsi bénéficié de 120 millions d'euros au titre du CICE en 2 ans... tout en supprimant 300 postes !

Répression et armes de division

Les régressions s'accompagnent d'une politique de criminalisation du mouvement social : les attaques se multiplient contre les résistants syndicaux et associatifs qui refusent d'entériner cet asservissement sans précédent de la France aux intérêts du capital français et européen. Le flicage se renforce (loi sur le renseignement). Afin de diviser pour mieux régner, tout est motif à vouloir créer des oppositions : salariés et retraités, chômeurs et actifs, fonctionnaires et salariés du privé... mais aussi instrumentalisation de la laïcité à des fins islamophobes et développement de la rromophobie. Le racisme d'Etat s'est renforcé sous supervision vallsienne.

Nos gouvernants jouent aussi les va-t-en-guerre permanents pour la défense des profits de Total, Areva et tous les autres pilliers français qui se voyaient menacés par des gouvernements soucieux de l'intérêt de leurs peuples : au Mali, en Côte d'Ivoire, en Libye, en Syrie... Que ce soit en intervenant directement ou en armant des terroristes sanguinaires qui sèment le chaos et la désolation à l'instar de Daesh en Syrie. Ils ont beau jeu ensuite de verser une petite larme sur le



COORDINATION
communiste
NORD | PAS DE CALAIS

triste sort de ces pauvres 'migrants' qu'il faut accueillir, mais dont ils feignent d'ignorer qu'ils portent la lourde et criminelle responsabilité de leur exil ! Ce sont eux les assassins qui les poussent par leurs guerres impérialistes vers nos rivages !

Sous l'égide de l'OTAN et l'UE, ils ont aussi transporté la guerre du Sud à nos portes en Ukraine après avoir dépecé la Yougoslavie.

La nécessité de la construction d'un Front de résistance

La Coordination Communiste défend depuis des années la nécessité de la construction d'un front de résistance populaire aux politiques libérales et sociale-libérales, à la fascisation de la société. Le **Front de Gauche** est un espace politique qui permet de construire cette résistance, cette opposition. Nous entendons le faire vivre et lui faire jouer pleinement son rôle, dans les luttes comme dans les urnes.

Lui faire jouer son rôle signifie que nous défendons un Front de Gauche qui est clairement démarqué du PS, car on ne bâtira pas une alternative antilibérale dans le manque de clarté et le compromis avec ceux qui, au nom de la « gauche », mènent une politique libérale au service du grand patronat.

Nous défendons également l'idée d'un front qui s'élargisse, au-delà du cartel des organisations fondatrices du Front de gauche, à tous les militants, toutes les organisations de gauche qui cherchent à construire une alternative à l'alternance PS / droite. De ce point de vue, la clarification en cours qui s'opère chez les Verts (EELV), avec le départ des Vincent Placé / François de Rugy, éléments prêts à soutenir jusqu'au bout le gouvernement Hollande, et le fait même que ce parti tant à se différencier de la politique menée par le gouvernement Valls, est à prendre en considération : nous sommes et restons de ce fait partisans d'un large rassemblement de toutes les forces à la gauche du PS, donc pour ces régionales en Nord-Pas-de-Calais d'une liste commune Front de Gauche / EELV.



Mireille Gabrelle candidate Coordination Communiste 59 aux Régionales sur la liste du Front de Gauche *'L'Humain d'abord'*

La lutte contre l'austérité : la clef du programme

L'enjeu de faire émerger un 4ème pôle politique en capacité de faire pièce au PS, à l'UMP et au FN, nécessite des compromis, y compris sur le programme. Mais une liste unitaire ne jouerait pas son rôle si elle n'entendait pas la souffrance sociale et ne mettait pas la question de la **lutte contre l'austérité** au cœur de son programme.

Un véritable programme régional de gauche doit mettre aussi en avant :

- l'arrêt des expulsions et la réquisition des logements vides ; un plan de construction de logements sociaux et un encadrement des loyers;
- l'arrêt des cadeaux de l'Etat et de la Région aux patrons sans contrepartie réelle et démocratiquement contrôlée pour l'emploi et les salaires.
- La lutte pour la gratuité des transports, outils de développement du territoire, d'accès à l'emploi et aux études, et de réduction des pollutions.

- la lutte contre les discriminations raciales et religieuses (notamment islamophobes) qui divisent notre peuple et détournent les exploités des véritables ennemis de classe que sont les patrons et les banquiers ; contre la chasse aux Sans Papiers et pour leur régularisation, contre la persécution des Rroms...

La Coordination Communiste s'engage avec la liste L'Humain d'abord

A défaut d'unité réalisée de toutes les forces qui se situent à gauche du PS, la Coordination Communiste soutient et s'engage naturellement avec ses autres partenaires du Front de Gauche (PCF, 'Ensemble !') sur la liste « L'Humain d'abord ». Cette liste diverse, composée de militants du mouvement syndical, associatif, de solidarité internationale etc. est une liste de rassemblement, bien dans l'esprit du Front populaire de gauche antifasciste à construire. Un bon score de cette liste sera un point d'appui pour les combats des travailleurs dans le bras de fer entamé contre ce gouvernement PS inféodé au diktat de l'UE, contre la droite revancharde, et contre le fascisme menaçant.

La Coordination Communiste appelle tous les militants du mouvement ouvrier et populaire à ne pas rester l'arme au pied sous prétexte de divisions : les adversaires sont clairement désignés, unis ou désunis il convient dans tous les cas d'agir, sinon ce sont les forces rétrogrades qui lèveront davantage la tête. L'enjeu est donc de faire gagner l'alternative de gauche au PS libéral dans les urnes pour que la Région soit un lieu de résistance aux politiques d'austérité et un point d'appui aux luttes, grèves et mobilisations de rue.



Roland Diagne candidat Coordination Communiste aux Régionales sur la liste *'L'Humain d'abord'*

AIR FRANCE: 2900 LICENCIEMENTS C'EST CA LA VRAIE VIOLENCE! Aucune poursuite pour les cinq!

Le scandale ne se niche pas là où les médias le désignent. Le scandale, ce n'est pas la chemise déchirée d'un haut cadre, payé pour réduire à néant la vie de milliers de travailleurs et de leur famille. Car que croyaient-ils ces dirigeants ? Qu'en se pointant pour annoncer, la bouche en cœur, 2 900 licenciements, ils allaient être applaudis ?

C'est bien là que se niche le scandale. **Dans le plan de restructuration. Dans les 2 900 licenciements. Les 2 900 vies brisées d'une simple lettre recommandée.**

Non ! Toutes les violences ne se condamnent pas ! Certaines sont légitimes. Comment peut-on comparer une chemise déchirée à la violence subie par des milliers de travailleurs qui n'ont que leur travail pour vivre ? Comment peut-on comparer une chemise déchirée au viol de la dignité de 2 900 travailleurs ? Qui les exploitent ? Qui les poussent à bout ?

MODE
BIENTOT LE
RETOUR
DES SANS
CULOTTE?



Écoutons De Juniac, le patron d'Air France : « C'est quoi l'âge d'un enfant, de nos jours ? Est-ce que c'est 16, 18 ou 20 ans ? On pense à donner le droit de vote à des enfants qui ont 16 ans ? Est-ce que ce sont des enfants, je ne sais plus... Est-ce qu'il faut les faire travailler, pas travailler ? Pas sûr. (...) La durée du temps de travail, qui, paraît-il, est un acquis social, qu'est-ce cela veut dire pour un ingénieur qui a une tablette et un smartphone et qui travaille chez lui ? (...) Est-ce que cela a un sens de fixer l'âge de la retraite ? (...) Comme le disait mon homologue de Qatar Airways, hier, à propos de la grève, "Monsieur de Juniac, chez nous, ce ne serait pas possible, on les aurait tous envoyés en prison". » (Discours aux

rencontres patronales des Entretiens de Royaumont, 6 décembre 2014).

Il y a plus de cent ans Jean Jaurès dénonçait déjà les fourberies bourgeoises contre la prétendue « violence » de la classe ouvrière : « *Oui, Monsieur le Ministre, la violence, c'est chose grossière, palpable, saisissable chez les ouvriers : un geste de menace, il est vu, il est noté. Un acte de brutalité, il est vu, il est retenu. Une démarche d'intimidation est saisie, constatée, traînée devant les juges. (...) Ah ! Le patronat n'a pas besoin, lui, pour exercer une action violente, de gestes désordonnés et de paroles tumultueuses ! Quelques hommes se rassemblent, à huis clos, dans la sécurité, dans l'intimité d'un conseil d'administration, et à quelques-uns, sans violence, sans gestes désordonnés, sans éclats de voix, comme des diplomates causant autour du tapis vert, ils décident que le salaire raisonnable sera refusé aux ouvriers ; ils décident que les ouvriers qui continuent la lutte seront exclus, seront chassés, seront désignés par des marques imperceptibles, mais connues des autres patrons, à l'universelle vindicte patronale.* » (Discours à la Chambre des députés, séance du 19 juin 1906).

Ce que, à grand renfort de médias aux ordres, le patronat et le gouvernement à sa solde reprochent aux travailleurs d'Air France, c'est leur union, personnel navigant et personnel au sol, dans le combat contre les diktats européens ; c'est de comprendre que les profits des actionnaires valent plus que la vie des salariés, de ne pas l'accepter et de désigner les vrais coupables du chômage et de la pauvreté. Rappelons-nous les grèves que les pilotes ont menées contre la déréglementation imposée par l'Eurogroupe au profit des low-cost.

La lutte des salariés d'Air France n'est pas une lutte corporatiste de nantis qui ne se battraient que pour conserver de soi-disant privilèges, comme beaucoup cherchent à le faire accroire. La lutte des salariés d'Air France est une lutte pour l'emploi, pour les salaires. Un combat contre la détérioration des conditions de travail qui est le lot de l'ensemble des travailleurs de ce pays. Nous sommes tous des « AIR FRANCE » !

C'est cela que la justice de classe veut briser en arrêtant cinq salariés, tous militants CGT, à 6h du matin pour le mettre en garde à vue avant d'annoncer contre eux la tenue d'un procès en décembre prochain. Mais aucun fraudeur fiscal, aucun patron dé-localisateur, aucun patron licencieur, aucun briseur de vie n'est en prison ni même inquiété. Et encore moins De Juniac qu'un autre. Car frauder le fisc en s'instal-

lant au Luxembourg, piller l'argent public en se goinfrant de subventions, condamner à la mort sociale en délocalisant les entreprises et en licenciant des milliers de travailleurs c'est légal en France !

Mais se battre pour conserver des services publics, lutter pour conserver son emploi, combattre pour sa dignité et pour sa vie ce n'est pas tolérable ! C'est de la « terreur syndicale » s'exclame dans « L'Express » l'ancien Premier Ministre François Fillon, fin connaisseur des délocalisations, des licenciements et du pillage de l'argent public qu'il a accompagnés et promus durant toute la durée de son mandat. Lui qui rêve de revenir à une France d'avant 1936, débarrassée du peu de protection sociale qu'il nous reste.

Le bourreau crie à l'assassin et toute la classe politique du PS au Front national, se retrouve dans la défense du patronat car, pour eux, la seule légalité est la légalité des riches actionnaires. C'est en cela qu'ils sont tous les partis de droite, de gauche et d'extrême droite du capital. Les salariés d'Air France ont osé la contester, on va leur faire payer clament en chœur dans leurs médias tous ces délinquants économiques, tous ces promoteurs de chômage, de misère et destructeurs des conquits sociaux et démocratiques de nos anciens!

« Terreur syndicale » pour François Fillon, « chienlit » pour Nicolas Sarkozy, « voyous » pour Emmanuel Valls, « acte aussi inadmissible que condamnable » pour le Front national qui se revendique premier parti ouvrier de France. Autant d'expressions que la presse diffuse jusqu'à l'écœurement. Ah ! Les qualificatifs ne manquent pas aux exploiters ni à leurs valets lorsqu'il s'agit de condamner la légitime colère des exploités.

Mais n'en déplaise aux bien-pensants, aux adorateurs des sirènes du « dialogue social », aux adeptes de la collaboration de classe, les salariés d'Air France ne sont pas des criminels. Ce sont de simples travailleurs qui se dressent contre des actionnaires jamais repus.

Simple salariés, les cinq de chez Air France, sont devenus des résistants. Des résistants en lutte contre le terrorisme social de leur patron et du gouvernement unis dans le même mépris de classe. C'est en cela que l'Etat en régime

AIR FRANCE : LE FRONT NATIONAL « CONTRE LE SYSTEME »?

Parmi la meute des politiques et des médias du « système », enragés contre la « violence » ouvrière, le Front National dénonçait lui aussi « l'agression de membres de la direction d'Air France » en parlant « d'acte aussi inadmissible que condamnable »!

capitaliste demeure un Etat de classe au service des actionnaires propriétaires des entreprises. Ils sont devenus des résistants en lutte contre le terrorisme social, comme chacun d'entre nous le devient, lorsqu'il signe une pétition,



entre en grève et/ou manifeste pour la défense des intérêts communs à tout ou partie de la classe des travailleurs.

La Coordination Communiste Nord Pas de Calais comprend la légitime réaction des salariés poussés à bout par 82 actionnaires (81 « privés » et l'Etat) voraces, comme c'est le cas aujourd'hui dans toutes les entreprises, dans tous les services. Poussés à bout par les 82 VRAIS PRIVILÉGIÉS d'AIR FRANCE. La preuve est faite qu'en régime capitaliste « l'entreprise » ne désigne pas les salariés, mais les actionnaires. La Coordination Communiste apporte tout son soutien aux travailleurs d'Air France en réaffirmant que la vraie violence n'est pas du côté des salariés.

La direction et les actionnaires d'Air France sèment la misère. Ils récoltent la colère. Quoi de plus légitime ? Il faut en finir avec ce carcan de la mondialisation capitaliste qu'est l'UE en renationalisant totalement Air France.

La Coordination communiste 59/62 exige l'abandon des poursuites contre les Cinq de chez Air France. Elle appelle tous les travailleurs à ne pas accepter le sort que la bourgeoisie tente de réserver à ceux qui luttent et à exprimer haut et fort leur soutien fraternel et leur solidarité de classe aux cinq de chez Air France.

